

Le Recouvrement de Créance - Chèque impayé

Notice explicative

Les entreprises se trouvent de plus en plus souvent confrontées à des impayés. La procédure de recouvrement de créance est donc essentielle dans la gestion financière de leur activité.

En matière de chèque impayé, une démarche amiable peut suffire à régulariser la situation.

À défaut, le recours à un commissaire de justice s'impose pour contraindre le débiteur à régler son dû. À moins que le chèque soit d'un montant inférieur à 15 €. Dans ce cas, il est honoré par sa banque, à condition que le rejet du chèque soit lié à un défaut de provision.

1. Le recouvrement amiable

Le recouvrement amiable est mis en œuvre par des relances téléphoniques, et par l'envoi de courriers, dont le nombre n'est pas imposé.

Nous vous conseillons d'envoyer deux courriers :

- Une lettre de relance
- Une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception

Il convient à ce stade de faire la distinction entre un client professionnel et un client particulier (personne physique n'agissant pas pour des besoins professionnels).

En effet, les règles relatives à l'application des pénalités de retard sont différentes.

a) Votre débiteur est un particulier

Des pénalités de retard peuvent être prévues pour un débiteur particulier. Elles doivent être mentionnées dans un document contractuel tel qu'un devis ou un bon de commande signé.

En outre, elles ne sont dues qu'à compter de la réception d'une mise en demeure, au taux légal en vigueur.

Nous vous proposons les modèles de courriers suivants :

- **Annexe 1** : Lettre de relance (débiteur particulier)
- **Annexe 2** : Mise en demeure (débiteur particulier)

b) Votre débiteur est un professionnel

Dans les contrats entre professionnels, le paiement fait l'objet d'une négociation entre les partenaires commerciaux. Le délai de paiement doit obligatoirement figurer sur la facture et dans les conditions générales de vente.

✓ Les délais de paiement

Plusieurs délais de paiement sont possibles :

- paiement comptant : le jour de la livraison ou de la réalisation de la prestation de service.
- paiement à réception : avec un délai d'au moins une semaine, incluant le temps d'acheminement de la facture.
- paiement avec délai par défaut (en l'absence de mention de délai dans le contrat) : avec un délai maximal fixé au 30e jour suivant la réception des marchandises ou l'exécution de la prestation.
- paiement avec délai négocié : des clauses particulières figurant aux conditions de vente ou convenues entre les parties peuvent amener le délai jusqu'à 60 jours après l'émission de la facture ou, à condition d'être mentionné dans le contrat, à la fin du mois après 45 jours.

✓ Les pénalités de retard

Les conditions générales de vente doivent également préciser les modalités d'application et le taux d'intérêt des pénalités dues en cas de retard de paiement.

Le taux d'intérêt correspond généralement au taux directeur (taux de refinancement ou Refi) semestriel de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1er janvier ou au 1er juillet, majoré de 10 points.

Mais il peut lui être inférieur, sans toutefois être en-deçà du taux minimal correspondant à 3 fois le taux de l'intérêt légal.

Il est appliqué sur le montant TTC de la facture.

Les pénalités sont exigibles sans qu'un rappel ne soit nécessaire.

Elles courent dès le jour suivant la date de règlement portée sur la facture ou, à défaut, le 31e jour suivant la date de réception des marchandises ou de la fin de l'exécution de la prestation de service.

Elles ne sont pas soumises à TVA.

✓ L'indemnité pour frais de recouvrement

Une indemnité forfaitaire de 40 € est due pour frais de recouvrement, à l'occasion de tout retard de paiement.

Elle est applicable uniquement aux activités soumises au code de commerce, mais ne s'applique pas si le débiteur est en cours de procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire.

Ce montant forfaitaire s'ajoute aux pénalités de retard, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des pénalités.

L'indemnité est due par facture, dès le lendemain de la date d'échéance et n'est pas soumise à TVA.

Elle est due en totalité même en cas de paiement partiel de la facture à l'échéance, et quelle que soit la durée du retard.

Nous vous proposons les modèles de courriers suivants :

- **Annexe 3** : Lettre de relance (débiteur professionnel)
- **Annexe 4** : Mise en demeure (débiteur professionnel)

Si, à l'issue de ces démarches, votre débiteur ne règle pas sa dette à l'amiable, il conviendra d'obtenir un certificat de non-paiement auprès de votre banque et de le remettre à un commissaire de justice.

2. L'obtention d'un certificat de non-paiement en cas de rejet d'un chèque pour absence ou insuffisance de provision

Le certificat de non-paiement constitue un titre avec lequel vous pouvez engager des poursuites.

Un certificat de non-paiement vous est remis par votre banque, lorsqu'au-delà de trente jours après la première présentation du chèque, celui-ci, bien que présenté de nouveau au paiement, n'a pas été réglé.

Vous pouvez remettre le certificat de non-paiement à un commissaire de justice pour signification au débiteur.

La signification du certificat vaut commandement de payer.

A défaut de paiement dans les 15 jours qui suivent, le commissaire de justice dresse un titre exécutoire, en vertu duquel des saisies pourront être réalisées.

Les frais d'une telle procédure sont à la charge du débiteur.

3. Les démarches en cas d'opposition frauduleuse pour vol, perte ou utilisation frauduleuse du chèque

La loi régleme strictement les cas d'opposition au paiement d'un chèque.

Ainsi, le titulaire du compte ne peut former opposition qu'en cas de :

- perte du chèque
- vol
- utilisation frauduleuse (imitation de signature, par exemple)
- procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire de son entreprise.

Il est interdit de recourir à l'opposition pour perte ou vol lorsqu'il existe un litige commercial et que l'on veut éviter l'encaissement du chèque.

Dans ce cas, nous vous conseillons l'envoi d'un courrier à votre débiteur lui rappelant cette interdiction et les sanctions encourues, et lui demandant la levée de cette opposition infondée (**Annexe 5**).

Vous avez également la possibilité d'adresser un courrier à l'organisme bancaire de votre débiteur en lui apportant les preuves selon lesquelles le motif déclaré par son client (perte/vol/utilisation frauduleuse) est infondé et lui demandant d'agir auprès de lui en vue de la levée de cette opposition frauduleuse (**Annexe 6**).

N.B. : Nous attirons votre attention sur le fait que ce courrier à la banque ne peut intervenir qu'en cas de rejet pour opposition suite à vol, perte ou utilisation frauduleuse du chéquier, que vous savez manifestement fausse dans la mesure où vous pouvez prouver que le client vous a lui-même remis ce chèque en règlement d'une facture liée à une vente ou une prestation que vous avez réalisée.

Si le débiteur maintient son opposition frauduleuse, deux recours s'offrent à vous :

- Un recours civil : saisir le juge des référés, en vue d'obtenir la mainlevée de cette opposition infondée. Cette action doit être engagée au plus tard un an après la fin du délai d'encaissement possible du chèque (1 an et 8 jours à compter de la date d'émission du chèque).
- Un recours pénal : vous pouvez déposer une plainte auprès du Procureur de la République, de la Gendarmerie ou du Commissariat le plus proche, sur le fondement de l'article L163-2 Alinéa 1 du Code monétaire et financier : « *Est puni d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 375000 euros, le fait pour toute personne d'effectuer après l'émission d'un chèque, dans l'intention de porter atteinte aux droits d'autrui, le retrait de tout ou partie de la provision, par transfert, virement ou quelque moyen que ce soit, ou de faire dans les mêmes conditions défense au tiré de payer* ». (**Annexe 7**)

4. Le rejet de chèque pour compte clôturé ou signature non conforme

✓ **Le rejet pour compte clôturé**

Dans ce cas d'un chèque tiré sur un compte bancaire clôturé depuis moins de treize mois, l'organisme bancaire du titulaire du compte a l'obligation de se rapprocher de celui-ci pour l'informer des conséquences liées au refus du chèque et doit lui indiquer les modalités de régularisation de sa situation (Article L312-1-7 du Code monétaire et financier).

Si malgré cette information, le client ne régularise pas de lui-même sa situation, nous vous conseillons d'adresser un courrier de mise en demeure à votre client (**Annexe 8**).

En l'absence de réaction suite à cette mise en demeure, vous avez la possibilité de déposer plainte auprès du Procureur de la République, de la Gendarmerie ou du Commissariat le plus proche (**Annexe 7**).

✓ **Le rejet pour signature non conforme**

Ce motif intervient dans deux cas :

- Le chèque a bien été remis et signé par le titulaire du compte mais la banque estime que la signature n'est pas suffisamment conforme à l'original dont elle dispose. En l'espèce, il convient de vous rapprocher du client pour qu'il régularise sa situation. Nous vous invitons à utiliser l'**annexe 1** ou **3** en fonction de la qualité du client, particulier ou professionnel, en renseignant le motif d'opposition « signature non conforme ».
- Le chèque a été remis et signé par une personne qui n'est pas le titulaire du compte. Dans ce cas, il s'agit d'une infraction pénale et nous vous invitons à déposer plainte pour escroquerie.